

# « *DES SOUS... ET DES HOMMES* »

une émission proposée et présentée par Pascale Fourier  
sur ALIGRE FM 93.1 en région parisienne  
<http://www.des-sous-et-des-hommes.org>

ÉMISSION DU 6 NOVEMBRE 2007

## Pour un référendum sur le traité « simplifié »

Avec **Gérard Filoche**, membre du bureau national du Parti Socialiste de novembre 2000 à novembre 2005 et Inspecteur du Travail

---

**Pascale Fourier** : « *Et notre invité aujourd'hui sera Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti Socialiste de novembre 2000 à novembre 2005, et Inspecteur du Travail.*

*Je suis allée voir Gérard Filoche, chez lui, le lundi 22 octobre. On s'était mis d'accord : à priori, on faisait deux émissions, l'une sur le traité dit « simplifié », et l'autre sur les attaques sociales du président Sarkozy. Eh bien, ce sera deux émissions en une ! C'est qu'il n'est pas facile à driver, Filoche. Et, en plus, l'animatrice était malade. Mais enfin, bon, je l'aime bien, moi, Filoche. J'aime bien sa façon de parler pas propre sur soi, tendance prolo... Ca change..*

*Aux dernières nouvelles, Nicolas Sarkozy dit qu'il n'a pas à faire passer le traité simplifié par la voie référendaire parce qu'il a la légitimité d'une élection gagnée haut la main, sur un programme dans lequel il disait justement que le nouveau traité serait ratifié par la voie parlementaire. Donc, il a raison... »*

**Gérard Filoche** : « Non, c'est une foutaise. Il y a eu un vote par un référendum. Pour le défaire, un autre référendum est nécessaire. Ce n'est pas l'élection présidentielle qui peut s'y substituer. C'est une arnaque d'expliquer que la démocratie fonctionne comme ça. À ce moment-là, Chirac n'avait pas, lui, besoin de faire un référendum puisqu'il était pour le OUI. Donc, en fait M. Sarkozy essaie de bernier le peuple français et de lui imposer anti-démocratiquement le contraire de ce qu'il a voté. »

**Pascale Fourier** : « *Mais on pourrait dire que le traité simplifié, ce n'est pas l'ancien TCE.* »

**Gérard Filoche** : « C'est une deuxième foutaise. C'est le même. C'est le même contenu. C'est la même orientation politique. La présentation a à peine changé. Alors, je ne sais pas comment on peut oser dire qu'il y a des modifications alors que personne n'est capable de formuler une phrase pour dire où est la modification. Si une phrase était formulée dans ce sens, il y aurait tout de suite 26 autres Etats qui diraient : « Mais non, mais non, ce n'est pas celle-là ! » Et tous ne peuvent s'accorder que sur le consensus le plus bas, qui s'est déjà imposé, entre eux, il y a maintenant quatre ans.

Donc, on a le même traité. Il devrait y avoir les mêmes effets. Il devrait être soumis à référendum et, si c'était le cas, le peuple français devrait confirmer son vote du 29 mai 2005. »

**Pascale Fourier** : « *Sauf que, finalement, il y a bien peu de forces politiques qui appellent clairement à ce référendum...* »

**Gérard Filoche** : « On ne sait pas encore. Le traité va être finalement adopté en décembre. Toutes les forces politiques auront à se déterminer. Je pense évidemment que toutes les forces de gauche et démocratiques doivent d'abord prendre position pour exiger un référendum de Sarkozy et, ensuite, prendre position pour que le vote précédent du peuple français soit confirmé. »

**Pascale Fourier** : « *Là, on est globalement fin octobre, le texte a déjà été publié, il a été avalisé, les gouvernements sont tombés d'accord les 18 et 19 octobre. Qu'est-ce qu'on a besoin d'attendre que ce texte soit adopté en décembre ? Qu'est-ce que ça va changer ?* »

**Gérard Filoche** : « Parce que, pour nous, il y a des rythmes. D'ailleurs ce ne sera pas en décembre, ce sera forcément en janvier ou février, parce qu'il faut la ratification par l'ensemble des pays européens au sommet. Et puis, ensuite, il faut la convocation — puisque c'est la voie qu'a choisie Sarkozy — d'un congrès parlementaire. Il faudra adapter la Constitution, probablement, encore une fois, pour qu'il soit ainsi ratifié. Donc, nous serons confrontés à cela dans quelques semaines.

Maintenant, si vous voulez dire qu'on peut déjà lire le traité et avoir une opinion, je suis tout à fait d'accord avec vous. Et je l'ai formulé. C'est : NON à une Europe libérale, OUI à une Europe sociale !

Ils continuent à nous proposer la concurrence libre et non faussée sous toutes les formes. Ce n'est pas parce que ça a été enlevé une fois dans le texte, selon Sarkozy, que cela ne se retrouve pas 20 autres fois dans les autres chapitres. Et la concurrence libre et non faussée, c'est la loi de la jungle, c'est-à-dire le contraire de la civilisation :

- Vous mettez deux humains comme deux Cro-Magnon autour d'un morceau de viande, il y en a un qui tue l'autre et mange le morceau de viande. Ça, c'est la concurrence libre et non faussée !
- L'histoire de la civilisation, c'est que, peu à peu, on a mis des règles : les humains ont appris à se partager le morceau de viande sans se tuer. Encore que le plus gros, au début, avait toujours le plus gros morceau de viande.
- Quand la civilisation a progressé, on est arrivé à partager moitié-moitié.

- Et quand elle a progressé encore, la civilisation, on est même arrivé à donner plus de viande à celui qui était plus faible parce qu’il en avait plus besoin : ça s’appelle la sécurité sociale. L’histoire des civilisations va dans ce sens.

Le traité européen qu’on nous propose va dans l’autre sens. C’est plutôt vive Cro-Magnon ! Si le mangeur de viande polonais peut arriver à être plus gros que le mangeur de viande croate, eh bien, c’est lui qui l’emporte. Et vice versa. Ce n’est pas une règle de civilisation, ce n’est pas un progrès.

- Le progrès, c’est d’harmoniser les droits sociaux par le haut, pas par le bas.
- Le progrès, c’est d’arriver à avoir un SMIC européen, et pas de faire du dumping social.
- Le progrès, c’est que ça soit l’Europe des 35 heures, et pas l’Europe des 72 heures.
- Le progrès, c’est qu’il y ait une harmonisation fiscale, et non pas une compétition à coups de hausse de TVA comme on va avoir bientôt.
- Le progrès, c’est le partage des richesses et non pas le pillage par les banques.
- Le progrès, c’est que la Banque Centrale Européenne soit sous contrôle des citoyens, et non pas une banque d’affaires capable de dépenser d’un seul coup 300 milliards d’euros pour venir au secours des banques américaines qui, elles-mêmes, sont en panne parce que les petits épargnants n’arrivent pas à couvrir les dettes qu’on leur a fait contracter. Une Banque Centrale Européenne qui prétend qu’elle lutte contre l’inflation et qui fait quand même 300 milliards d’euros, d’un seul coup, de placements, c’est assez paradoxal ! Pourquoi, alors, n’impose-on pas une banque qui s’occuperait de la croissance, qui s’occuperait de l’emploi, qui s’occuperait des grands travaux, qui s’occuperait d’aider les pays qui sont en difficulté pour rattraper progressivement le niveau des autres ?...

Je suis en train de vous décrire toute l’Europe que, j’en suis sûr, l’immense majorité des peuples veut. Alors, pourquoi on signerait ce traité-chiffon-de-papier qui ne concerne que des actionnaires et qu’on va nous imposer à Lisbonne ? »

**Pascale Fourier** : « *Tout à l’heure vous aviez l’air de dire que ce traité simplifié était à repousser parce qu’il pérennisait l’aspect libéral de l’Europe. Mais, qu’on laisse passer ou pas ce traité-là, ça ne changera pas grand-chose, parce que l’Europe est déjà libérale.* »

**Gérard Filoche** : « Oui. L’Europe est déjà libérale. Mais il n’y a pas de raison de se résigner. On a même un président libéral, mais il n’y a pas de raison de se résigner à ce qu’il fait. Voyez-vous, je trouve même que ce que l’actuel omni-président essaie de faire à la France — même en dépit de sa victoire électorale — ça ne va pas bien passer.

Là, il essaie de faire une espèce de purge, de cure brutale de libéralisme aigu, à toute vitesse, dans tous les domaines, et ça heurte les vieilles aspirations populaires, les traditions sociales qui existent chez nous, la masse du salariat qui commence à voir venir ça pour ceux qui ont voté pour lui, avec surprise, pour ceux qui ont voté contre lui, avec colère.

Et je pense que le libéralisme est dans l’air du temps — je ne peux pas le nier, on nous fait des déferlantes de mondialisation libérale tous les matins dans les radios

de service public, et autres — Donc, on pourrait être abusé, baisser les bras mais, en fait, ce n'est pas ce qui se passe. Notre peuple est capable de résister. Le salariat, c'est 91 % de la population active. Nous avons fait des grandes grèves en 1968, en 1986, en 1995, en 2003, en 2006 encore, avec l'extraordinaire victoire contre le CPE. Eh bien, il va y avoir d'autres affrontements sociaux. Je pense que Sarkozy ne s'en rend pas compte encore, un peu quand même parce qu'il revendique de plus en plus sa légitimité du 6 mai ; le fait qu'il soit obligé de le faire de plus en plus souvent montre qu'elle s'use déjà. Et quand il y a tous les scandales qui l'entourent, quand la croissance n'augmente pas, quand le chômage augmente — 11 800 encore au mois d'août —, quand il a fait des cadeaux de 15 milliards d'€uros aux riches, quand il annonce qu'il va y avoir des franchises médicales, quand il annonce que la durée de cotisation pour les retraites va passer à 41 ou 42 annuités, que l'âge de départ sera bientôt 61, 62 ans, peut-être 65 ans qui se profilent, quand il annonce qu'il faudra bien rembourser les dettes que la France contracte — à cause d'eux ! — et ces dettes, ce sont les salariés qui vont les rembourser...

Tout cela se conjugue, arrive en même temps. Ce qui se passe, c'est qu'il y a un grand choc de défiance. Lui parle de choc de confiance pour remettre l'économie en route mais, ce qui se produit, c'est un grand choc de défiance : les gens commencent à se dire : « Ouh la la ! Il faut qu'on se remue sinon on va y perdre beaucoup plus que même ce qu'on croyait » ou « On ne va pas gagner ce qu'on attendait ». Donc je pense qu'il va s'isoler. Il essaie encore de nous couvrir de ses discours d'ouverture, mais personne n'y croit. C'est du débauchage d'un côté, et de la trahison de l'autre. Et je ne crois pas que, sur le plan politique, l'espèce d'état un peu cotonneux dans lequel on est va durer.

Le libéralisme est une potion amère qui passe mal parmi les salariés français. Je pense que les salariés français vont se soulever sous une forme ou sous d'autres. Sarkozy avait dit qu'il voulait liquider mai 68. Moi, je crois que c'est plutôt le souvenir et la présence de mai 68 qui peuvent liquider Sarkozy. »

**Pascale Fourier** : « *Des Sous Et Des Hommes, et on est toujours en compagnie de Gérard Filoche, ancien membre du B. N. du Parti Socialiste et Inspecteur du Travail.*

*Certains pourraient dire quand même des socialistes — enfin, certains disent des socialistes — qu'ils sont réalistes, qu'ils sont modernes et qu'il faut s'adapter à la mondialisation et à l'Europe. Et, donc, effectivement, les retraites doivent être remises en cause, la Sécurité Sociale aussi, parce que, autrement, on n'est pas compétitif. Donc, dans un monde ouvert qui est accepté par les socialistes, nécessairement, il faut ces réformes-là... »*

**Gérard Filoche** : « Oui, je suis habitué à cette thèse qui est celle, en gros, des strauskaniens. Je la rencontre dans des sections. Je l'ai même rencontré l'autre jour dans un débat public avec un autre socialiste sur une chaîne de radio. Il me disait ces choses-là. Mais, ça ne tient pas debout.

Je voudrais prendre un exemple : L'Europe : « Il faut être réaliste sur les retraites. Vous voyez, ils ont tous augmenté l'âge de la retraite, à 65 ans etc. etc. » Ah bon ? ! Mais la moyenne de départ des gens en retraite — en tout cas de cessation d'acti-

tivité — déjà, en Europe, ça reste 57 ans. Ça veut dire que, quand on leur a mis un objectif d'atteindre la retraite à partir de 65 ans, on les fait sauter à la perche sans perche.

Ce qui est le socialisme du réel en Europe, c'est de partir de la situation concrète dans laquelle on est. Si le départ des gens est à 57 ans, il ne faut pas leur fixer une retraite 10 ans plus tard. Il faut l'organiser à 57 ans. Et si on voulait les maintenir au travail jusqu'à 58 ans, il faudrait la mettre à 58 ans. Si on les maintenait au travail jusqu'à 59 ans, il faut la mettre à 59 ans. Ca, c'est le socialisme du réel !

Mais on a des petits utopistes-menteurs. Ils prétendent que le socialisme du réel, c'est le but qu'ils veulent atteindre dans 10 ans sans tenir compte des gens avec qui ils veulent l'atteindre, sans tenir compte de la démocratie, sans écouter les manifestants, sans écouter les salariés. En fait, c'est un socialisme de technocrates, et de gens qui planifient l'avenir non pas à partir du réel, mais à partir des ratios et des courbes bancaires qui font augmenter les profits. On sait depuis longtemps que ces gens-là se sont trompés. Ce sont ceux qui vous disaient : « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui font les emplois d'après-demain. » Ils disaient ça il y a 25 ans ! On en est toujours, dans le réel, au premier membre de la phrase : les profits d'aujourd'hui ! Les investissements de demain, on ne les voit toujours pas, et les emplois d'après-demain non plus !

Moi je suis un socialiste du réel, un socialiste moderne. Je suis un vrai social-démocrate. Je ne suis absolument pas archaïque. Je ne suis pas utopiste. Je suis donc pour les 37 annuités de cotisations. Puisque, comme les gens cotisent 37 annuités, je ne vais pas leur exiger qu'ils en cotisent 40 ou 41. Ça, ce sont soit les réactionnaires, soit les nuls qui ne savent pas regarder la réalité.

Après, on peut prendre aussi en termes de temps de travail. J'entends maintenant des socialistes qui disent : « Oh non, 35 heures, ce n'est peut-être plus le moment ! » etc. C'est plus que jamais le moment, parce qu'il faut rapprocher les durées réelles de la durée légale du travail. Les durées réelles sont à 40, 45 heures, 50, 55 heures quand ce n'est pas 60 illégalement. Il n'y a qu'à regarder dans la restauration : les gens ne veulent même plus y travailler. Vous avez 800 000 personnes, ils font près de 60 heures par semaine, ils sont payés avec un lance-pierre et on leur autorise 360 heures supplémentaires sans qu'elles soient majorées à 100 %. Ce sont des reculs considérables. Pourtant vous ne me direz pas que la restauration est soumise à la concurrence internationale. Ce n'est pas le commis de cuisine chinois qui nous impose la concurrence, pas plus que le commis de cuisine polonais. Ce sont bien les patrons de la restauration française. Donc, dans la restauration française, il n'y a pas d'argent ?... Bien sûr que si ! Sur les 800 000 salariés, vous en avez 200 000 dans les grandes chaînes. Il y en a 600 000 autres qui sont dans des petits établissements. Mais quand vous regardez les petits établissements de près, vous voyez qu'ils ne sont pas tous malheureux. Il y en a qui ont du mal à survivre, mais n'exagérons pas quand même. Et on voit là-dedans, dans les enquêtes URSSAF, qu'il y en a 25 %, 1 sur 4, qui font appel à du travail illégal, non déclaré. Mais où on est ici ? Ça n'a rien à voir avec la mondialisation. Elle a bon dos, la mondialisation ! C'est une question de droit, c'est une question de dignité, de justice, de salaire, de partage des richesses, pour que, dans la restauration, il n'y ait plus de précaires, pour qu'il n'y ait plus de gens à la plonge au fond qui fassent 18 heures par jour. Il ne faut plus de gens qui

ne soient pas payés.

Mais ce que je vous dis pour la restauration est valable pour le bâtiment. Puisque, là aussi, dans la rénovation, ce n'est pas le maçon chinois qui nous fait concurrence. Il y a 1 100 000 personnes. On pourrait les respecter et les payer comme il faut. Et on ne serait pas forcément obligé d'aller chercher des esclaves polonais, roumains, égyptiens pour le faire à la place. Si on payait correctement les gens, qu'on leur donnait des bleus de travail, des chaussures de sécurité, et des casques, et s'ils ne mangeaient pas sur des pierres, s'ils avaient de bonnes cantines le midi, eh bien les jeunes accepteraient de travailler.

Donc, tout ça, tout ce qu'on nous dit sur les choses qu'on ne peut plus faire, qu'on ne doit pas faire, qui ne seraient plus réelles, je n'y crois pas. Je suis vraiment un socialiste entêté en la matière. »

**Pascale Fourier** : « *On revient un petit peu effectivement sur le traité. Vos petits camarades socialistes vont bouger ?* »

**Gérard Filoche** : « La direction du Parti Socialiste prendra ses responsabilités. Pour l'instant, le débat est ouvert, et j'entends le premier secrétaire qui dit qu'on pourrait trouver une position commune. J'espère que la position commune sera celle des électeurs socialistes de 2005 : 59 % d'entre eux ont voté Non. J'espère que la position commune sera celle de la gauche en 2005 : 75 % des électeurs de gauche ont voté Non. Je trouve que ce serait la meilleure position commune, celle d'être en accord avec le peuple de gauche. Bon, on va voir....

Alors, maintenant, les conséquences sont parallèlement intéressantes. Nous sommes dans une Europe de 27 pays maintenant, 27 pays ! ... J'ai regardé les statistiques très récemment : le salaire moyen français est dans la moyenne des salaires des 27 pays. On a souvent dit que le coût du travail chez nous était trop élevé, y compris avec 10, 12 des pays européens nouvellement arrivés dans la communauté, dans l'union. Il semble que ce ne soit pas si clair que ça. On devrait regarder, nous, socialistes, de plus près tous les droits du travail, tous les droits du salaire, toutes les durées du travail, tous les statuts européens, et regarder un peu tout le chemin qu'il y a à faire. La France est loin d'être privilégiée, loin d'être en avance en la matière.

On devrait pouvoir revendiquer des choses qui, finalement, ne dépendent même pas de l'Europe, à la limite. C'est-à-dire qu'il y a des espaces en France où on peut interdire les contrats précaires, où on peut augmenter le SMIC à 1500 €, où on peut imposer les durées maximales du travail en-dessous de 48 heures. La France peut le faire et doit le faire. Et les socialistes devraient écouter le peuple de France qui réclame cela. »

**Pascale Fourier** : « *C'était Des Sous Et Des Hommes, avec Gérard Filoche. Ça a l'air de bouger un peu sur le traité simplifié. Du côté du premier secrétaire du Parti Socialiste, non. Mais du côté de Fabius oui. Et grâce lui soit rendue, parce que c'est l'un des rares audibles dans les médias classiques, Chevènement, Dupont-aignant et Mélenchon étant quasiment snobés par ceux-ci.*

*Il y a des sites qui sont nés, sur lesquels vous pouvez trouver plein de renseignements sur ce traité dit « simplifié ». Il y a d'abord celui, superbe, de Mélenchon*

*www.respecteznotrenon.org . Il y a là un autre proche de Jean-Pierre Chevènement  
www.nonnonetnon.org et un site proche de Nicolas Dupont-aignan qui s'appelle  
www.debout-la-republique.fr. Toutes ces références, vous pouvez les retrouver sur un  
petit site. Le titre, c'est : [www.traite-simplifie.org](http://www.traite-simplifie.org)*

*Voilà. La semaine prochaine ... mystère. L'animatrice était malade — Je ne sais  
pas comment ils font sur France Inter, ils ne sont jamais malades — et elle était  
occupée à voir ce qu'elle pouvait faire pour que les médias classiques ne s'associent  
pas au déni de démocratie que constituerait l'adoption par voie parlementaire du  
même texte que celui de 2005 (de l'aveu même de Valéry Giscard d'Estaing). Il y a  
un texte absolument passionnant qu'il faut lire, qui est tiré du Monde. Ce texte, vous  
pouvez le retrouver soit sur le site du Monde, soit, justement, sur le site [www.traite-simplifie.org](http://www.traite-simplifie.org) , un texte de Valéry Giscard d'Estaing qui dit — effectivement, on ne  
peut pas le voir autrement — que le traité simplifié n'est pas simplifié du tout, que  
c'est bien la reprise du traité de 2005, qu'il a été saucissonné pour être rendu illi-  
sible, de façon à ce que les gens ne demandent pas un référendum. C'est beau, la  
démocratie !*

*Voilà. À la semaine prochaine. »*